

**PROJET DE LOI DE FINANCES ET DE FINANCEMENT DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE POUR
2022**

**AVIS DU HAUT CONSEIL DES FINANCES
PUBLIQUES**

Audition de Pierre Moscovici, président du HCFP

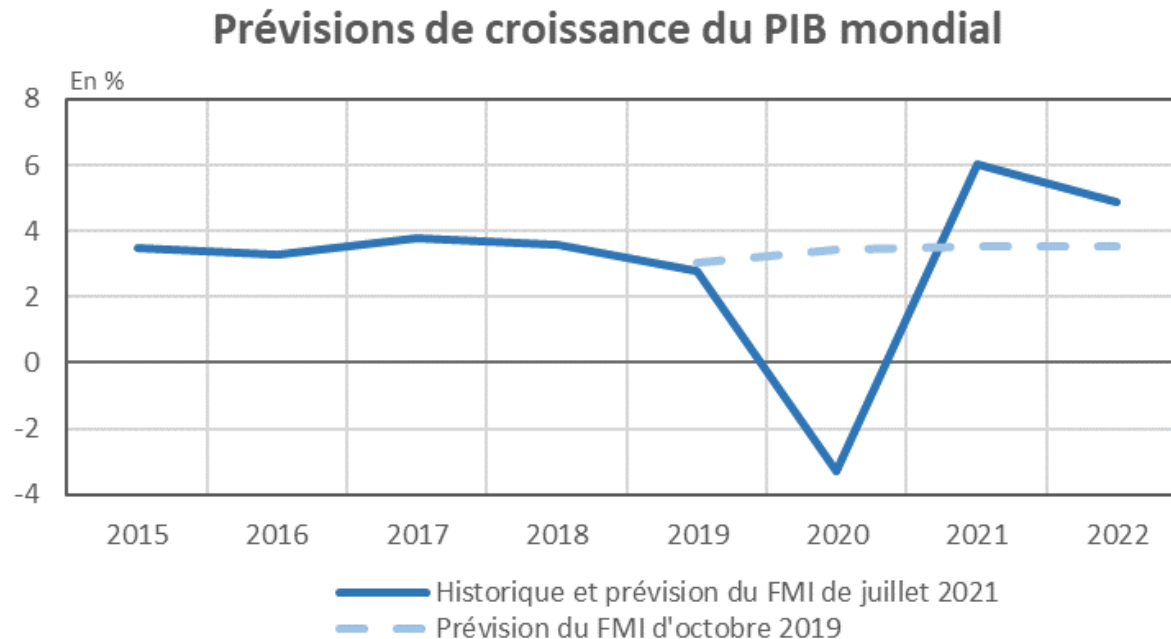
septembre 2021

1/ Le contexte international

Le PLF pour 2022 repose sur l'hypothèse de la poursuite d'une reprise économique mondiale vigoureuse

3

La reprise est moins forte qu'en 2021 et reste encore conditionnée à l'évolution de la situation sanitaire

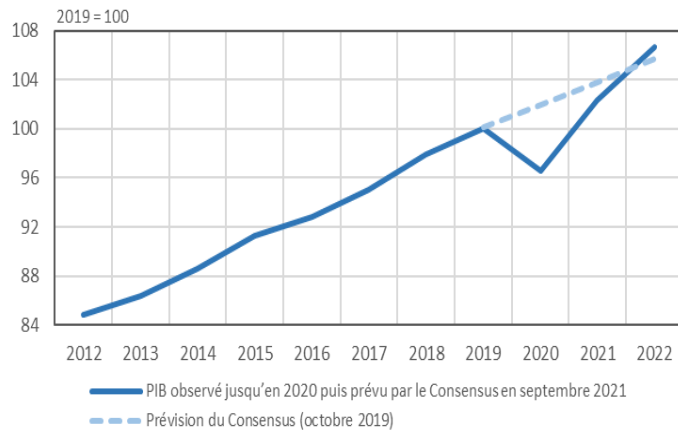


Source : FMI

Une reprise différenciée selon les pays

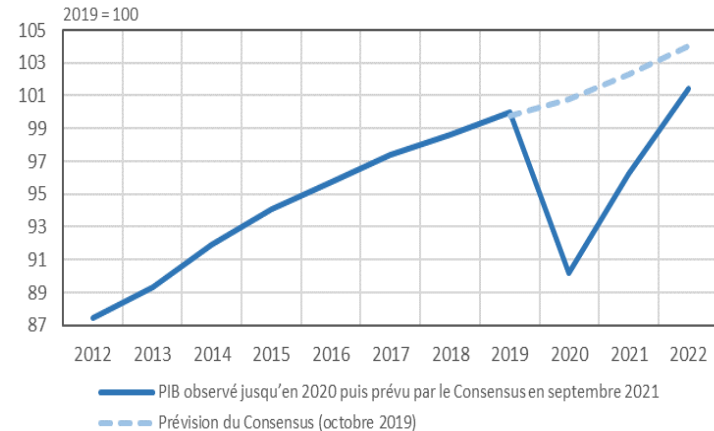
4

États-Unis : PIB en volume



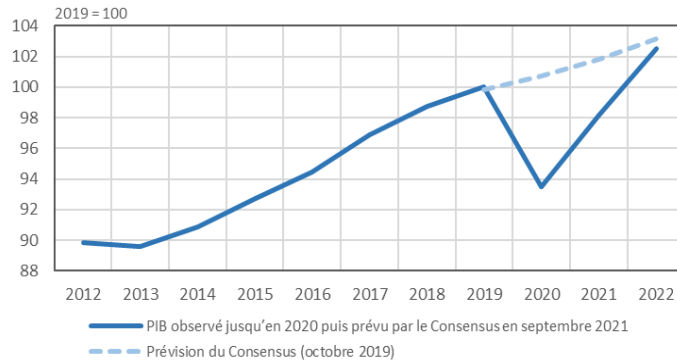
Source : Consensus Forecast

Royaume-Uni : PIB en volume



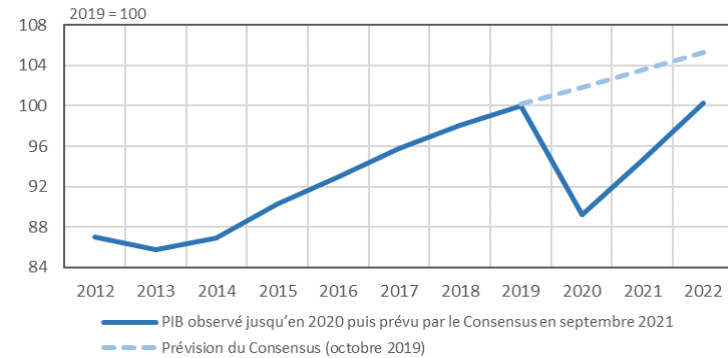
Source : Consensus Forecast

Zone Euro : PIB en volume



Source : Consensus Forecast

Espagne : PIB en volume

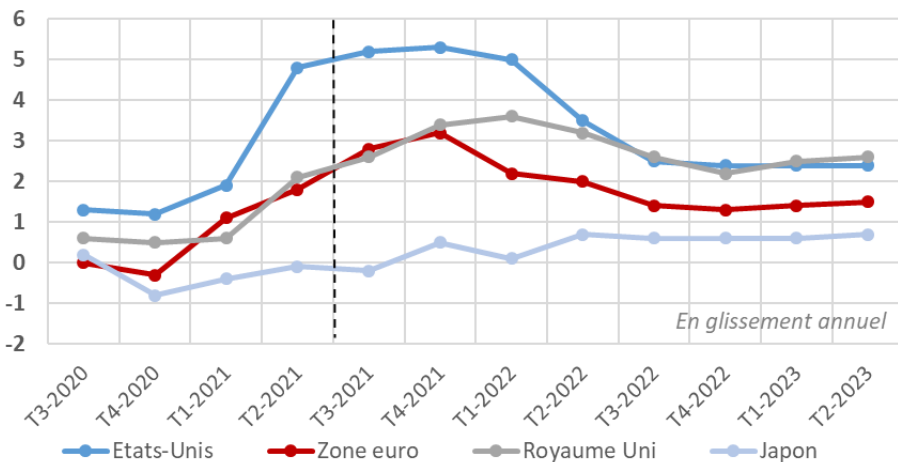


Source : Consensus Forecast

Le retour de l'inflation est jugé temporaire par la majorité des instituts de prévisions

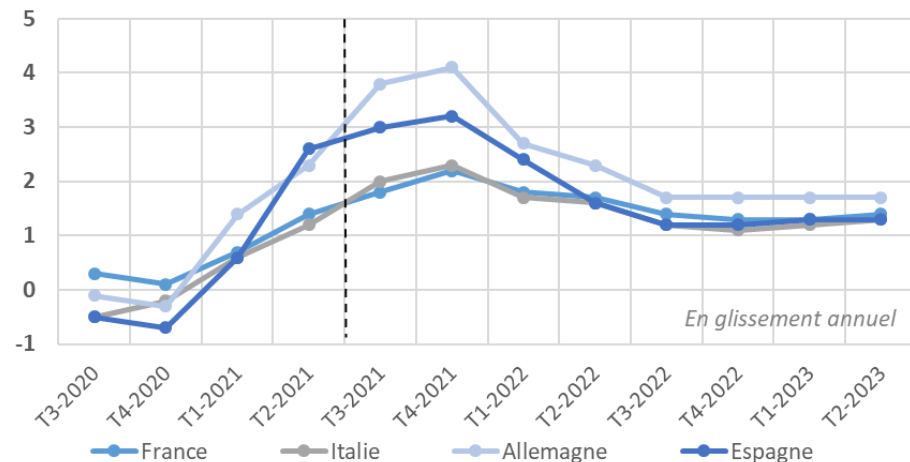
5

Prévision d'inflation du *Consensus Forecasts*



Source : Consensus Forecasts (septembre 2021)

Prévision d'inflation du *Consensus Forecasts*

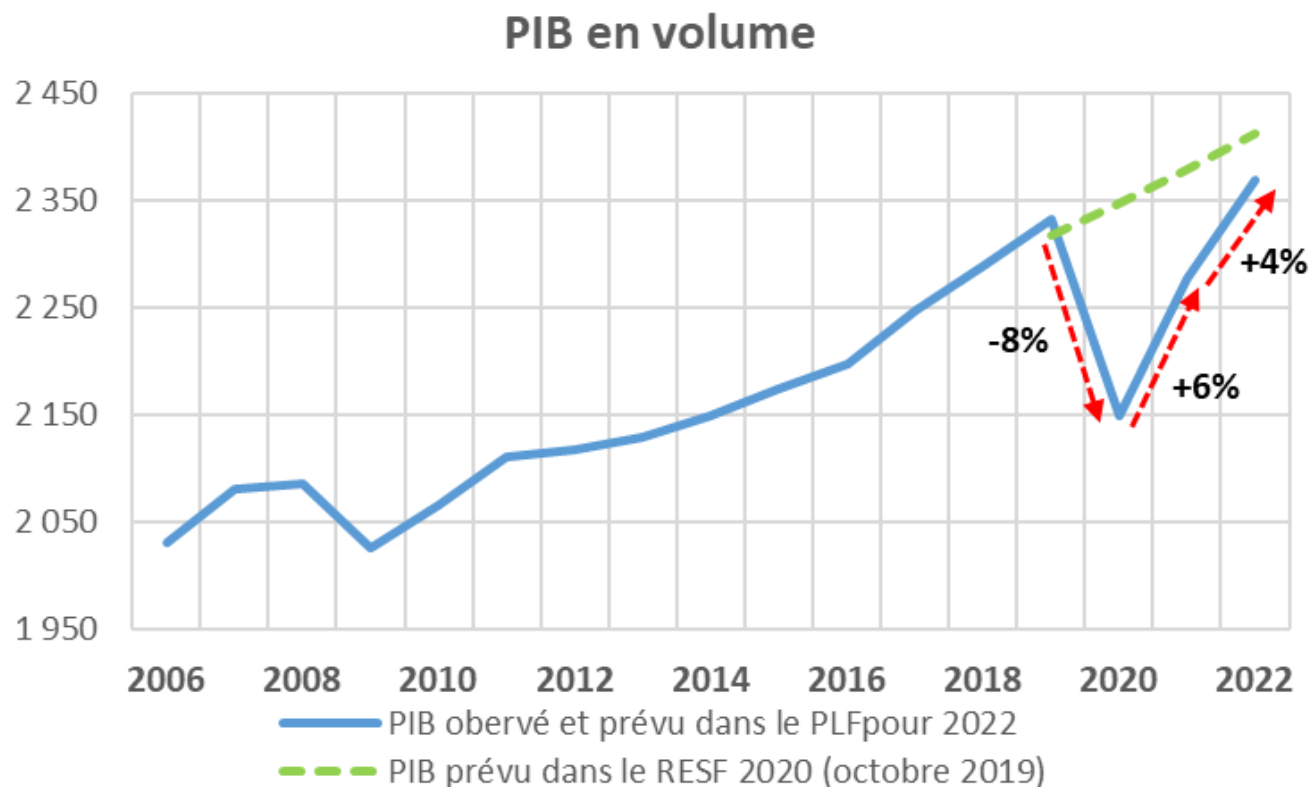


Source : Consensus Forecasts (septembre 2021)

2/ Les prévisions macroéconomiques

L'activité en France dépasserait en 2022 son niveau de 2019, mais le PIB demeurerait inférieur à ce qui était prévu avant la survenue de la crise sanitaire.

7



Source : Insee, RESF 2020 et PLF 2022

La prévision du Gouvernement est prudente en 2021 et plausible en 2022

8

En %	2020	2021	2022
PIB	-8,0	6,0	4,0
Consommation des ménages	-7,2	4,1	7,0
Taux d'épargne des ménages	21,4	20,0	15,2
Investissement	-8,9	12,4	4,7
<i>dont entreprises</i>	-8,1	12,2	5,1
<i>dont ménages</i>	-12,2	15,7	3,1
Exportations	-16,1	8,6	10,0
Importations	-12,2	9,0	10,4

Source : Gouvernement ; PLF pour 2022

Les autres variables macroéconomiques importantes pour la prévision de finances publiques

9

En %	2020	2021	2022
Indice des prix à la consommation	0,5	1,5	1,5
Indice d'inflation sous jacente brut	0,6	1,1	1,5
Déflateur du PIB*	2,5	0,5	1,4
Emploi total (Glissement annuel en milliers)	-353	377	130
Emploi salarié privé (Glissement annuel en milliers)	-356	327	64
Masse salariale privée	-6,2	6,2	6,1

Source : PLF pour 2022.

* : indicateur d'inflation du PIB, c'est-à-dire de la production nationale

Prévision d'inflation, d'emploi et de masse salariale

10

- **Les prévisions d'inflation pour 2021 et 2022 sont réalistes.**
 - ▣ Elles s'établissent à 1,5 % pour 2021 et pour 2022, traduisant un relèvement de la prévision d'inflation sous-jacente.
 - ▣ Le mouvement de reprise de l'inflation résulte de la reprise de l'activité, des tensions sur les prix des matières premières et des pénuries de certaines consommations intermédiaires, également du coût des mesures sanitaires
- **Les prévisions de masse salariale et d'emploi du Gouvernement pour 2021 et pour 2022, sont trop basses.**
 - ▣ La prévision ne tient notamment pas compte des révisions importantes effectuées par l'Insee le 8 septembre dernier.

3/ Le scénario de finances publiques

Recettes et dépenses publiques

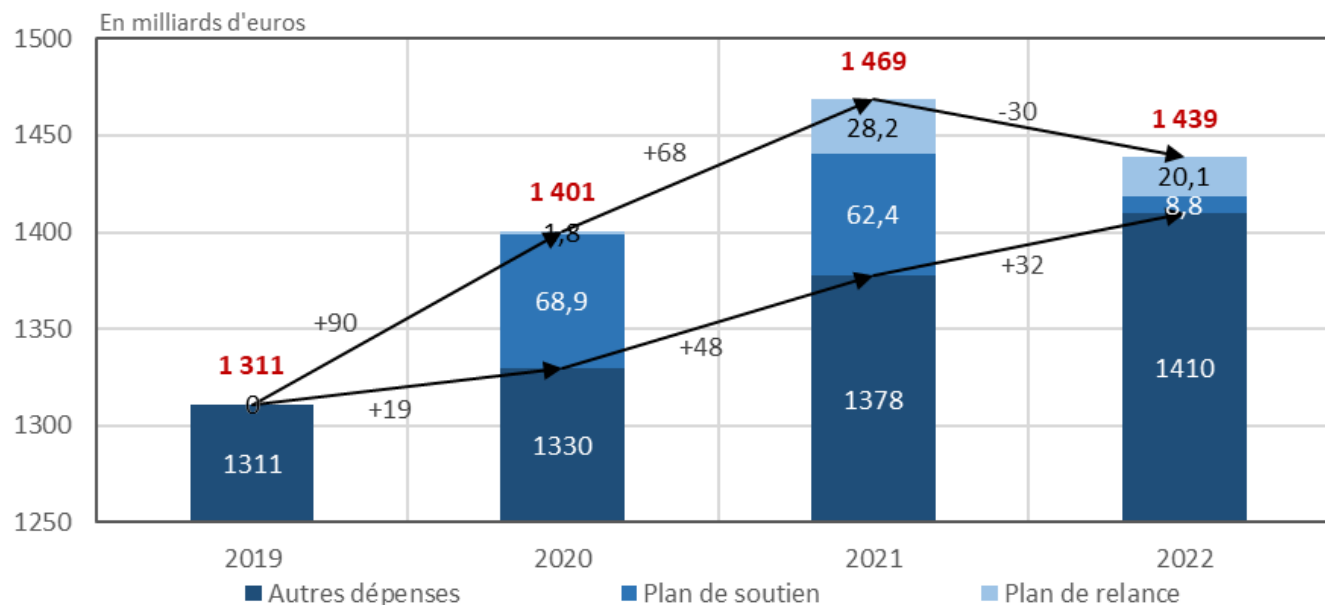
12

- **2021:**
 - ▣ **La prévision de recettes publiques paraît trop basse.**
 - Conséquence de la sous-estimation de la prévision de masse salariale.
 - ▣ **Les prévisions de dépenses apparaissent réalistes.**
- **2022 :**
 - ▣ **La prévision de recettes est également affectée par la sous-estimation du niveau de la masse salariale.**
 - ▣ **La prévision de dépenses est raisonnable au vu des éléments qui ont été transmis au Haut Conseil, mais elle n'inclut pas l'intégralité des dépenses annoncées.**
 - ▣ **En conséquence, le Haut Conseil n'est pas en mesure de se prononcer sur le réalisme de la prévision de déficit.**

En 2022, la baisse des dépenses de soutien et de relance est en partie compensée par une augmentation des dépenses ordinaires

13

Évolution des dépenses publiques entre 2019 et 2022

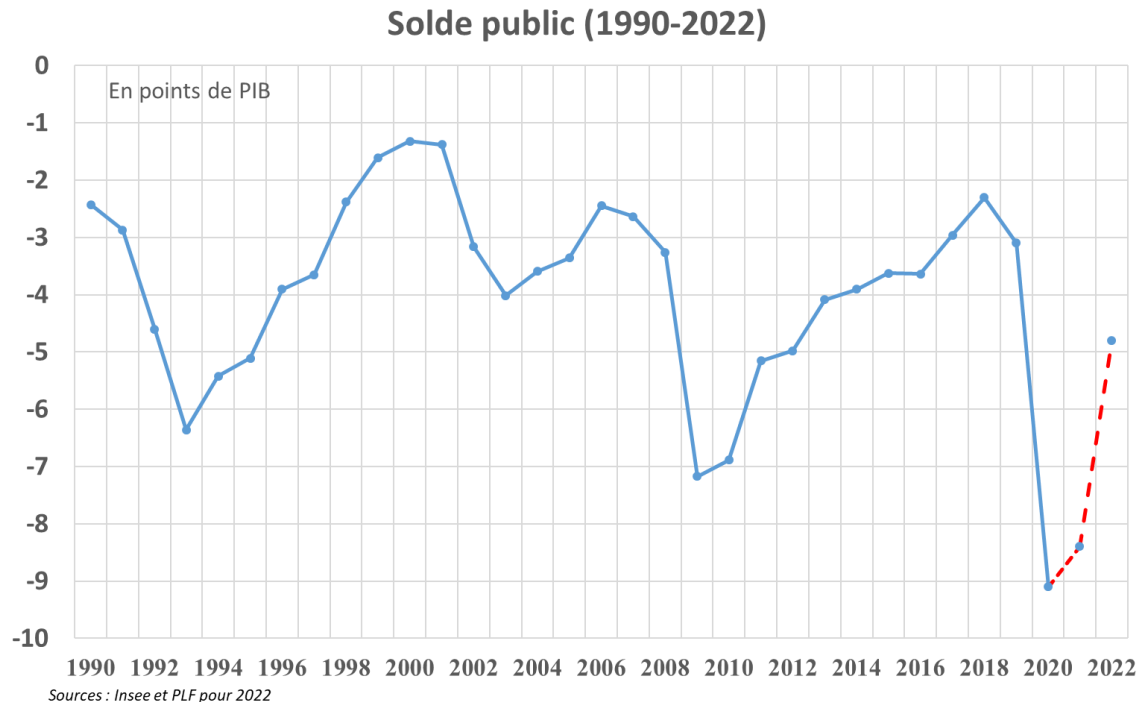


Sources : Insee, prévisions du Gouvernement

Les conditions de saisine ne permettent pas au Haut Conseil de porter un diagnostic complet sur la loi de finances et donc d'exercer pleinement son mandat

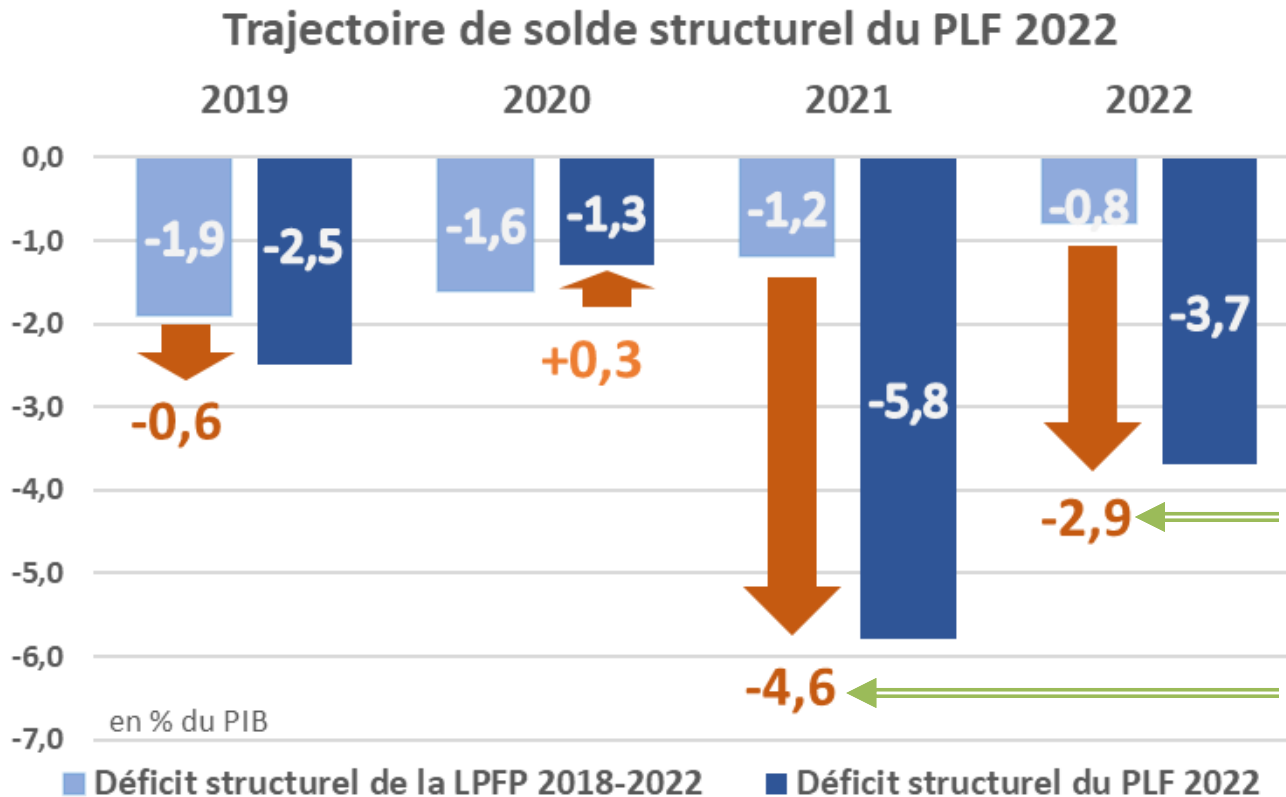
14

- Les recettes 2022 étant probablement sous-estimées, de même que les dépenses pour 2022, le Haut Conseil ne peut pas porter une appréciation sur la plausibilité du déficit public attendu en 2022 (-4,8 points de PIB).



Le solde structurel se dégraderait de 1,2 point entre 2019 et 2022 et s'établirait à -3,7 points de PIB en 2022

20



Écarts importants au sens de la LO de 2012 la clause des circonstances exceptionnelles doit être prise en compte pour apprécier l'ampleur de l'écart à la trajectoire prévue.

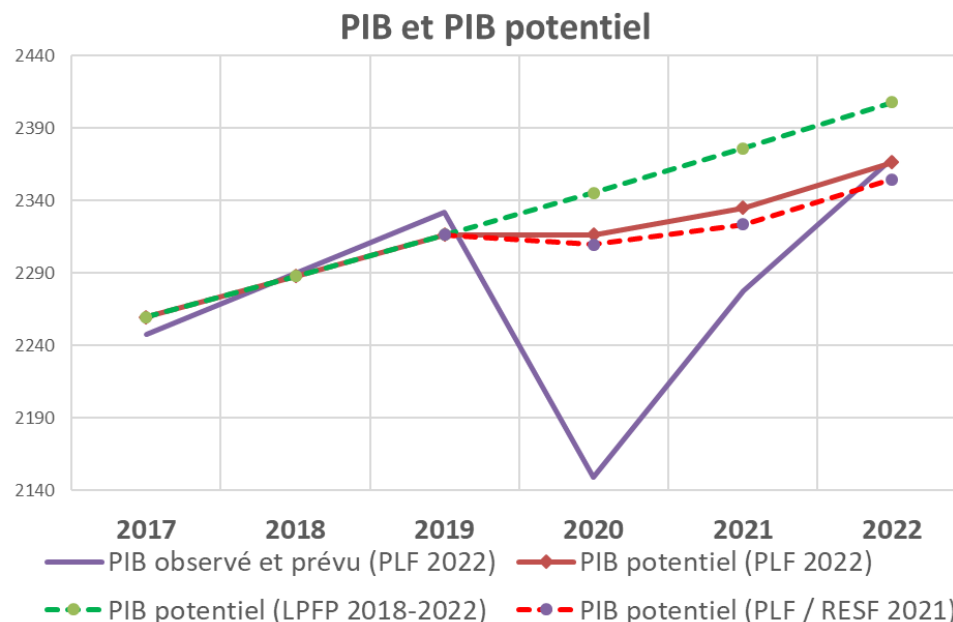
Source : PLF 2022 et LPFP 2018-2022 ;

Soldes structurels calculés avec la croissance potentielle de la LPFP 2018-2022

La loi de programmation de janvier 2018 constitue une référence dépassée (1)

16

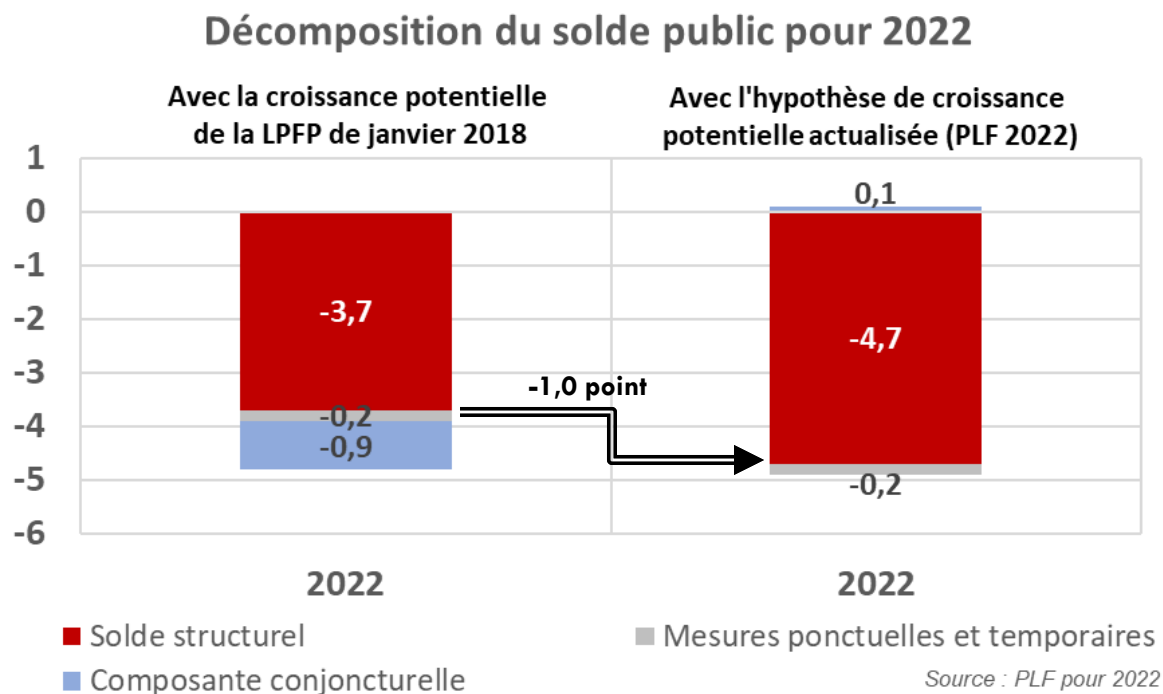
- ❑ **Scénario macroéconomique :**
- ❑ L'estimation du PIB potentiel retenue par cette loi est obsolète. Le Gouvernement présente une nouvelle estimation de la perte de PIB potentiel par rapport à celle du RESF 2021 reprise dans le programme de stabilité.
- ❑ Cette révision induit une appréciation plus favorable de la dynamique permanente du PIB par rapport la précédente.



La loi de programmation de janvier 2018 constitue une référence dépassée (2)

17

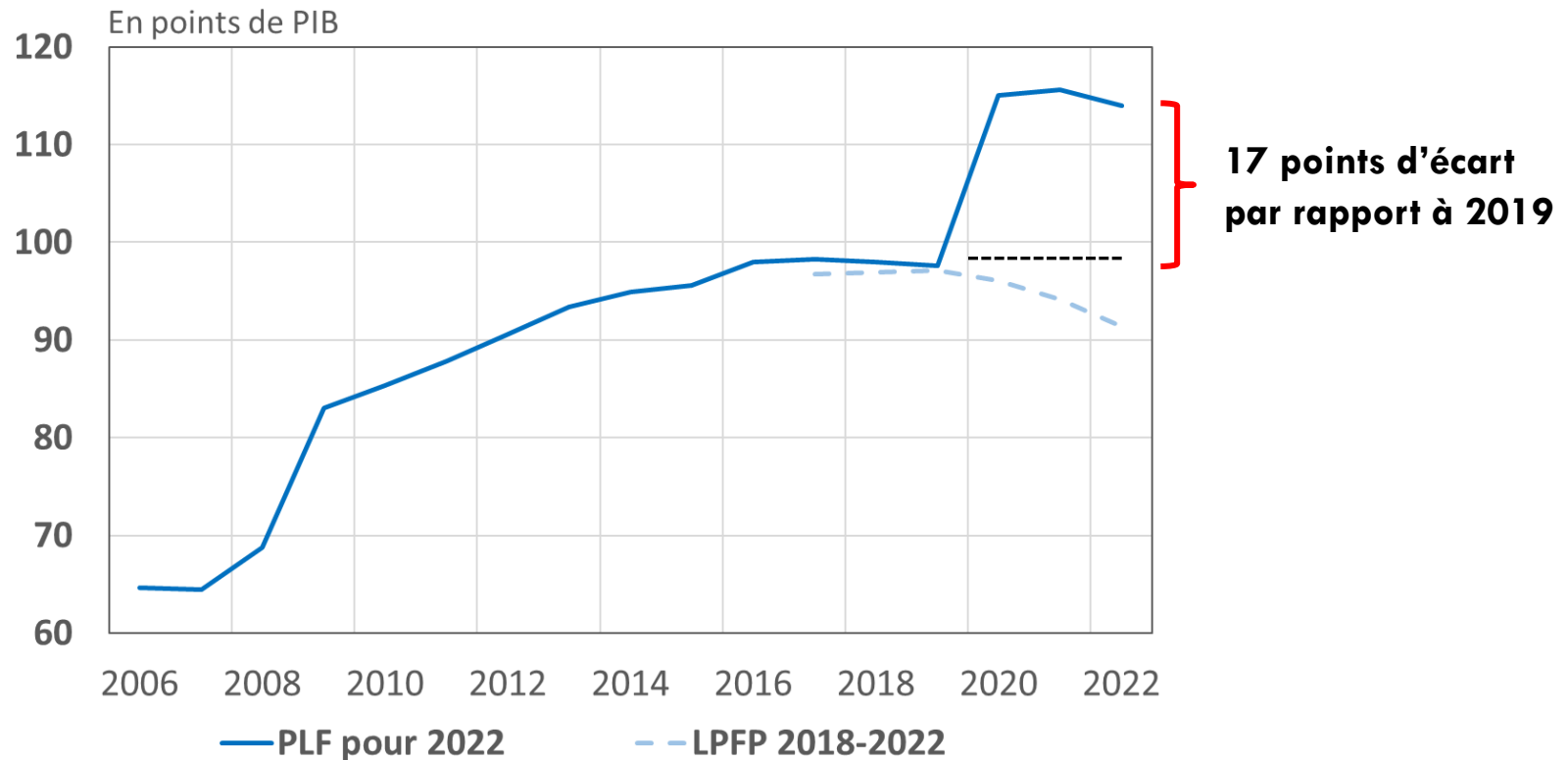
- **Finances publiques :**
- La nouvelle hypothèse de PIB potentiel conduirait à accroître d'un point le déficit structurel en 2022



Face à un endettement public accru, le Haut Conseil souligne que la soutenabilité à moyen terme des finances publiques appelle à la plus grande vigilance

20

Trajectoire du ratio de dette publique



Source : Insee, PLF pour 2022 et LFPF de janvier 2018

**PROJET DE LOI DE FINANCES ET DE FINANCEMENT DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE POUR
2022**

**AVIS DU HAUT CONSEIL DES FINANCES
PUBLIQUES**

Audition de Pierre Moscovici, président du HCFP

septembre 2021